



La Commune



Corruption et corrompus

Publié le mai 2004



Brésil

La publication de bandes vidéos, sur lesquelles apparaît Waldomiro Diniz, chargé des relations avec le parlement, adjoint du tout puissant ministre José Dirceu, en train de "négocier" un énorme "pot-de-vin" atteint de plein fouet le Parti des Travailleurs et le gouvernement Lula.

Le gouvernement Lula-Alencar est dans l'oeil du cyclone de ce scandale. La direction du PT a piétiné l'histoire du parti et son drapeau qui a fait sa grandeur. Elle a abandonné les travailleurs à leurs luttes pour privilégier le jeu électoral cherchant, à n'importe quel prix, un bon résultat dans les urnes. Le PT, à travers le temps s'est converti en un parti d'ordre, en un parti comme les autres. C'est pour cela qu'il n'est pas surprenant que la boue de la corruption atteigne, aujourd'hui, les membres les plus éminents de la direction du PT.

Ce sont les mêmes qui ont exclu les parlementaires radicaux, en échange du soutien des Sarney et Cie, représentants de la bourgeoisie ; qui ont chassé les honnêtes militants du mouvement syndical et associatif pour des corrompus comme Waldomiro Diniz ou Buratti. C'est l'expression non seulement des changements programmatiques, mais aussi du changement dans le caractère de classe du parti. Ces transformations s'expriment non seulement sur le terrain politique et économique, mais aussi dans les méthodes politiques.

Le scandale qui éclabousse Waldomiro Diniz, adjoint du tout puissant ministre Zé Dirceu, fait apparaître des liens avec la mafia des jeux. Rechercher jusqu'au bout toutes les ramifications que l'entreprise de récoltes de fonds montée par Wladimiro Diniz pourraient avoir, et que le gouvernement et ses alliés tentent de cacher, est une exigence de 80% de la population comme le démontrent les enquêtes d'opinion

"Opération étouffement"

La crise, ouverte par la mise en accusation de Waldimiro Diniz, et ses prolongements qui touchent le ministre de l'agriculture Palocci, la Caisse Economique Fédérale, le libre accès du trésorier du PT aux ministères et le versement de sommes d'argent pour le fils de Zé Dirceu, pour ne citer que ces faits, avivent les critiques et les frictions qui ne cessent de se développer à l'intérieur du gouvernement. Dans les dernières semaines, tous ont essayé de se sortir du guépier. l'exécutif national du PT publie une note demandant des changements dans l'économie ; le dirigeant du PL, le parti du vice président, demande la démission du ministre de l'agriculture Palocci ; le ministre de l'agriculture apostrophe le ministre de la planification - Guido Mantega - et le traite de clochard. Avec en toile de fond une économie stagnante et une croissante insatisfaction populaire, tous pensent aux élections municipales et tentent de capitaliser ce mécontentement à l'égard du gouvernement. La fracture qui s'opère dans la bourgeoisie par rapport au gouvernement Lula s'oriente probablement vers une crise institutionnelle. Dans ce cas, une fois de plus, les alliés décisifs du gouvernement Lula et du PT ce sont ceux, Sarney et Cie qui ont fait leurs classes dans le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, l'ex-président. Ils ont été entraînés à faire barrages aux enquêtes parlementaires et savent comment faire obstacle à la création d'une Commission Parlementaire d'Enquête. En soutien au gouvernement et au PT, ils ont monté "l'opération étouffement" afin de bloquer la désignation de parlementaires prévues pour installer une Commission d'enquête parlementaire sur les cas de corruption. On comprend mieux cette unité de front entre les partis de la bourgeoisie d'une part et la direction du PT d'autre part quand on sait que le principal accusé, Waldomiro Diniz, est celui qui a fait le tour du Congrès national - le parlement brésilien - pour négocier auprès des députés, au nom de son chef Zé Dirceu et du gouvernement, le vote pour la réforme des retraites, et pour d'autres mesures découlant de l'actuelle politique économique du gouvernement Lula. Cette unité de vue s'explique par le fait que gouvernement Lula applique le plan voulu par le FMI, les banquiers, les grands patrons et les latifundiaires. Tous ces secteurs sont bien représentés au Congrès national et ils sont conscients de la crise que pourraient ouvrir les développements d'une enquête sur cette affaire de corruption, c'est ainsi qu'un sénateur, Tasso Jereissati, a déclaré : "La déstabilisation du ministre Palocci conduirait en ce moment au plus grand chaos". La démission du ministre de l'agriculture, s'il était convaincu de corruption, pourrait entraîner une mobilisation des paysans sans terre contre lesquels le gouvernement Lula et son ministre de

la réforme agraire Rossetto (membre de DS, organisation soeur de la LCR) font barrages à leurs justes revendications.

Non seulement, les partis de la bourgeoisie appliquent un plan à leur avantage, mais de plus ils obtiennent des charges pour eux et leurs amis, c'est le cas de José Henrique Almeida, un ex-ministre de Fernando Henrique Cardoso, nommé récemment à la présidence de la poste brésilienne, récompensé ainsi pour avoir empêché la constitution de la Commission d'enquête parlementaire au Sénat.

Le barrage mis en place va-t-il tenir longtemps ? Jusqu'où les accusations et les enquêtes à l'encontre des personnages douteux qui entourent le PT, ceux qui ont monté une entreprise d'enrichissement personnel au moyen de concessions de travaux publics, d'entreprises de luxe, de transports, de jeux et d'autres mécanismes, structurés à partir des mairies du PT, vont aller, nul ne le sait pour l'instant.

Waldomiro Diniz, la pointe de l'iceberg ?

Cette honteuse opération d'étouffement, ne fait que démontrer que Waldomiro Diniz n'est peut-être que la partie la plus visible d'une entreprise de corruption d'une ampleur insoupçonnée qui trouve sa source dans les antichambres du pouvoir. Certes une Commission parlementaire d'enquête n'est pas une garantie pour enquêter à fond sur les accusations de corruption contre des membres du gouvernement PT/PL. Mais elle est plus susceptible d'être sensible à la pression des travailleurs et du peuple et elle peut faire la lumière sur le mécanisme permettant la levée de fonds pour les campagnes électorales et ses relations avec le lavage de l'argent sale. C'est pour cela que les députés fédéraux Baba, Luciana Genro et Joao Fontes, en ont fait la demande pour l'affaire Waldomiro Diniz.

La peur du gouvernement réside en ce que "une CPI on sait comment cela commence mais on ne sait pas comment cela finit". Cette affirmation est aujourd'hui plus vraie que jamais. Comme les cadavres qui se refusent à rester cachés dans les placards où on les a mis, des figures insolites continuent d'apparaître. La plus récente se nomme Rogério Tadeu Buratti, un ex-adjoint du ministre Palocci, quand il était maire de Ribeirão Preto, qui fut écarté de la mairie en raison de soupçons de corruption et qui continue d'avoir des relations avec les hautes sphères du PT car ce personnage fut, entre autres, adjoint au Président de la chambre Joao Paulo Cunha et du propre Zé Dirceu ! Maintenant, Zé Dirceu et Palocci se défendent en affirmant ignorer les obscurs négoce de leurs amis et pour lesquels ils sont soupçonnés. C'est un mensonge, Zé Dirceu savait que son collaborateur était l'objet d'une enquête par le Ministère Public depuis 2003 et l'actuel ministre de l'agriculture avait remplacé Buratti par un de ses associés ce qui indique pour le moins l'intention de rester en relation avec ce personnage. Il est aussi étrange que des ministres aussi efficaces quand il s'agit de s'attaquer aux droits des travailleurs, ou de monter une opération en vue d'exclure les députés radicaux, n'aient pas la même efficacité et sagacité quand il s'agit des négoce de leurs amis.

Honnête

C'est pour ces raisons qu'il est inacceptable qu'au sommet du PT des personnes, comme Zé Dirceu, cherchent à empêcher la constitution d'une Commission d'enquête parlementaire, en se couvrant de la tradition d'honnêteté du PT. Honnêtes ceux qui ont approuvé la réforme des retraites en expliquant qu'ils ne retireraient aucun droit à la classe ouvrière ? Honnête un dirigeant qui s'entend avec les patrons pour liquider les droits des travailleurs et des organisations syndicales ouvrières ? Il n'a aucun droit à brandir ce drapeau celui qui soutient et participe à un gouvernement qui paie la dette extérieure avec la faim et la misère du peuple brésilien. Celui qui a trahi l'espérance de millions, ne peut brandir le drapeau de l'honnêteté.

Le gouvernement et les sommets du PT sont soupçonnés. Ils sont soupçonnés parce qu'ils sont les agents de l'application des plans au service du capital financier, du FMI et de l'impérialisme. Soupçonnés parce qu'en lieu et place des changements promis, ils poursuivent et amplifient les attaques contre la classe ouvrière.

Les militants engagés dans la construction d'un large parti de gauche, socialiste et démocratique, qui reprend la tradition de classe, anti-impérialiste et de solidarité internationale entre les travailleurs, soutiennent l'action engagée pour que puisse être déposé et approuvé le projet de loi, présenté par les députés Baba, Luciana Genro et Joao Fontes, qui qualifie la corruption de crime, pour exiger la prison et la confiscation des biens des corrompus et des corrupteurs, le retrait de leur mandat dans tous les cas.